

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)

Accord Cadre de maîtrise d'œuvre

Procédure Formalisée – n° marché : 2020 GCPF 4082

(selon les dispositions des articles L.2124-1, R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique)

Date limite de réception des candidatures et des offres :

Au plus tard le 26 janvier 2021 - 12 Heures

Cette consultation fait l'objet d'une annonce parue :

- Au BOAMP
- Au JOUE
- Sur notre site de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
- Sur notre site internet : <http://nantesstnazaire.cci.fr/>
- Marchés On Line

NB :

L'article R.2132-7 du code de la commande publique prévoit ceci : « Sous réserve des dispositions des articles R.2132-11 à R.2132-13 du code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont lieu **par voie électronique**. »

FORMAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE PRECONISE : PADES

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS.....	3
PREAMBULE - DEFINITIONS	3
ARTICLE 1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 2 DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	4
2.1 Procédure de passation du marché.....	4
2.2 Nombre de titulaire.....	5
2.3 Allotissement	5
2.4 Durée du marché.....	5
2.5 Variantes	5
2.6 Prestations Supplémentaires Eventuelles	5
2.7 Modifications du dossier de consultation.....	6
2.8 Demande de renseignements.....	6
2.9 Classification CPV.....	6
2.10 Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	6
2.11 Obligation des candidats.....	6
2.12 Délai de validité des offres	7
2.13 Prestations similaires.....	7
ARTICLE 3 MONTANT DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 4 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
ARTICLE 5 DELAI DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
ARTICLE 6 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
6.1 Sélection des candidatures.....	9
6.2 Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse	9
ARTICLE 7 REMISE DE PLUSIEURS OFFRES PAR UN MÊME CANDIDAT	10
ARTICLE 8 ORGANISATION DES MARCHES SUBSEQUENTS DE L'ACCORD CADRE	10
8.1 Périodicité des marchés subséquents de l'accord cadre	10
8.2 Organisation des marchés subséquents de l'accord cadre	11
8.3 Paiement d'une prime	11
ARTICLE 9 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	12
ARTICLE 10 VOIES ET DELAIS DE RECOURS	12

LISTE DES ABREVIATIONS

AAPC	: Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	: Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives Générales
CCP	: Code de la Commande Publique
DU	: Document Unique, valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières
DCE	: Dossier de Consultation des Entreprises
JAL	: Journal Annonces Légales
JOUE	: Journal Officiel de l'Union Européenne
PA	: Pouvoir adjudicateur
RC	: Règlement de la consultation

PREAMBULE - DEFINITIONS

Coordonnateur :

Le membre du groupement désigné pour procéder, dans le respect des articles L.2113-6 et L.2113-7 du CCP, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant, à la notification des marchés, à la reconduction des marchés ou à leur résiliation éventuelle dans les conditions du CCAP. Le Coordonnateur est la CCINSN.

Membres du Groupement :

Les entités partenaires sont adhérentes au groupement de commandes. Chaque membre procède à l'exécution du marché : émission des commandes, gestion des livraisons et prestations, paiement des factures, différends et litiges. Ce sont les entités mentionnées à l'article 1 du règlement de la consultation.

Pouvoir Adjudicateur :

Désigne la CCINSN, coordonnateur du groupement de commandes, qui est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire.

ARTICLE 1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

L'objet de l'appel d'offres est de confier des missions de maîtrise d'œuvre pour le compte des entités suivantes :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 16 quai Ernest Renaud, CS 90517, 44105 Nantes Cedex 4,
- **Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue – Intelligence Apprentie (GIPAFOC-IA)**, 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes,
- **Association de Gestion de la Maison de l'Apprentissage de Saint-Nazaire (MASN)** – 66 Rue Michel Ange – 44600 Saint-Nazaire,
- **Association Gavy Océanis (AGO)** – Boulevard de l'Université – 44600 Saint-Nazaire,
- **Audencia Group**, 8 route de la jonelière, 44312 Nantes Cedex 3,
- **Loire Atlantique Nautisme**, 16 quai Ernest Renaud, 44100 Nantes.

Pour les sites de livraison suivants :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 16 quai Ernest Renaud, CS 90517, 44105 Nantes Cedex 4,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 4 rue Bisson, 44100 Nantes,
- **Maison de la création et de la transmission d'entreprises (MCTE)**, 8 rue Bisson – 44100 Nantes,
- **Institut de Formation du Commerce et des Techniques Professionnelles (CFA IFOCOTEP)** – 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes
- **Audencia – Atlantic Campus**, 8 route de la jonelière, 44312 Nantes Cedex 3
- **Audencia – Média Campus**, 41 boulevard de la Prairie-au-Duc, 44200 Nantes,
- **Audencia – City Campus**, 8 rue Bisson – 44100 Nantes,
- **Palais de la Bourse**, place du commerce, 44000 Nantes
- **Maison de l'Apprentissage de Saint-Nazaire (MASN)** – 66 Rue Michel Ange – 44600 Saint-Nazaire,
- **Hôtel Consulaire de la CCINSN** - 35 Avenue du Général de Gaulle - 44600 St Nazaire
- **Gavy Océanis** – Boulevard de l'Université – 44600 St Nazaire
- **CRTT** – Boulevard de l'Université – 44600 St Nazaire
- **Pole Achat Supply Chain Atlantique (PASCA)** – Boulevard de l'Université – 44600 St Nazaire
- **Agence Interconsulaire d'Ancenis** – Aéroport – 6, Place Hélène Boucher – 44150 Ancenis,
- **Capitainerie de Piriac** - 1 Rue du Fort Baron – 44420 Piriac sur Mer
- **Capitainerie de la Baule** - 1 Quai Rageot de la Touche – 44500 La Baule
- **Port d'échouage de Pornichet** – Boulevard des Océanides – 44380 Pornichet
- **Port de Pornic** - Corniche de Gourmalon – 44210 Pornic

ARTICLE 2 DESCRIPTION DU MARCHÉ

2.1 Procédure de passation du marché

La procédure retenue est celle de la procédure formalisée suivant les dispositions des articles L.2124-1, R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

Ce marché est un accord-cadre multi attributaires suivant les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 du CCP.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande suivant les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

Le marché est à bons de commande seront notifiés par les entités partenaires, qui seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

2.2 Nombre de titulaire

3, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures.

2.3 Allotissement

Le marché est constitué d'un lot unique.

Les candidats doivent soumissionner pour la réalisation de l'ensemble des prestations du lot.

2.4 Durée du marché

Date estimative de début de marché : Mi-février 2021 ou date de réception de notification du marché.

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 4 mois.

En cas de non reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

2.5 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

2.6 Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans Objet

2.7 Modifications du dossier de consultation

La CCINSN se réserve le droit d'apporter au plus tard le 22 janvier 2021, les modifications de détails au dossier de consultation.

Toutefois, ces modifications ne pourront pas porter sur les éléments substantiels de la consultation ou du cahier des charges. En cas de modification substantielle, un délai supplémentaire de remise des offres sera accordé aux sociétés.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Demande de renseignements

Les renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus en déposant vos questions sur notre plate-forme de dématérialisation de nos marchés : www.marches-publics.gouv.fr jusqu'au 19 janvier 2021. Toute demande déposée après cette date limite n'obtiendra pas de réponse de la part de la CCINSN. Les réponses apportées par la CCINSN pourront être communiquées jusqu'au 22 janvier 2021.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier, ajouté des éléments de réponse apportés par la CCINSN, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.9 Classification CPV

- Principal : 71221000 « services d'architecte pour les bâtiments »

2.10 Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation est composé des éléments suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) et son annexe concernant la dématérialisation
- Le Document Unique (DU) et son annexe 1,
- La répartition du forfait de rémunération par mission
- La Grille RSE

2.11 Obligation des candidats

Les candidats se doivent de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans les documents faisant partis de la présente consultation.

Les candidats sont invités également :

- à prendre en considération les mesures qu'imposent la lutte contre la propagation du virus covid-19, en phase exécution du marché
- à en tenir compte directement dans l'élaboration de leur offre.

2.12 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au règlement de consultation.

2.13 Prestations similaires

La CCI se réserve la possibilité de confier au(x) titulaire(s) des lots, en application de l'article R.2122-7 du CCP, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 MONTANT DU MARCHE

Les montants de la prestation sont contractuels et précisés au sein de l'annexe 1 du DU. Ils ne pourront être modifiés ni pendant la consultation ni en cours d'exécution.

Les montants des prestations sont fermes la première année du marché et révisables les années suivantes à la date anniversaire et ce au regard de la formule du document unique (DU).

ARTICLE 4 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux entreprises sur notre plate-forme de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr. L'inscription est gratuite et rapide.

Il est important de rappeler qu'en cas de modification de la consultation (dates, rectificatifs/compléments, questions/réponses), nous devons être en mesure de vous contacter pour vous transmettre les éléments actualisés. C'est pourquoi nous vous conseillons de vous authentifier et de laisser vos coordonnées sur la plate-forme pour télécharger le DCE.

Aussi, les éléments de la candidature ou de l'offre, qui doivent être entièrement rédigés **en langue française**, pourront faire l'objet, de demandes de précisions et de compléments.

Contenu des candidatures et des offres

	Réponse électronique (obligatoire en cas de réponse en groupements d'entreprises)	Documents qui seront demandés au seul candidat retenu
Lettre de candidature DC1	x	
Lettre de déclaration DC2	x	
Déclaration de sous-traitance DC 4 (en cas de présentation d'un sous-traitant)	x	
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations qui font l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices ou la lettre de déclaration DC2	x	
Attestations d'assurance		x
Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis ou un extrait D1 de moins de 3 mois		x
Attestation de régularité fiscale de l'année en cours, du mandataire et de chaque membre du groupement		x
Attestation sociale de l'année en cours, du mandataire et de chaque membre du groupement		x
Attestation relative à la lutte contre le travail dissimulé, dûment complétée, accompagnée des pièces justificatives, datée		x
Copie du jugement prononcé, si le candidat est en redressement judiciaire	x	
Le document unique (DU) complété et daté	x	signé électroniquement format PADES recommandé
Une liste de références effectuées par les candidats au cours des trois dernières années pour des prestations similaires dans les domaines qui font l'objet du présent marché	x	
Certification qualité le cas échéant	x	
Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché, daté	x	
Une présentation d'une méthodologie d'intervention , notamment concernant votre réactivité		
Une présentation de votre capacité à concevoir des équipements et mobilier en aménagements intérieurs,	x	
La composition de l'équipe affectée au marché, en précisant le nombre, leurs profils, la fonction, la qualité ainsi que le type de formation des agents mis à disposition. Pendant toute la durée de la mission, le fournisseur nommera un interlocuteur unique chargé de suivre le marché afin de répondre aux demandes. Ce référent devra être disponible et réactif. Les compétences obligatoires du candidat sont : <ul style="list-style-type: none"> o Architecte d'intérieur o Aménageur d'espaces o Space planer design o Architecte DPLG o Acousticien ou compétences dans l'équipe de la maîtrise d'œuvre des lieux à aménager (cotraitant recommandé) o Economiste (cotraitant recommandé) 	x	
Une présentation des activités sous-traitées	x	
La répartition du forfait de rémunération par mission, datée et complétée	x	
En cas de groupement d'entreprises, la convention entre les membres	x	
L'engagement du candidat vers des actions RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) mises en œuvre dans les domaines qui font l'objet du présent marché – Grille RSE à compléter	x	

Si après les 5 jours ouvrés à compter de la demande de documents de la CCINSN auprès du candidat retenu, celui-ci n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, ou si des écarts ont été constatés entre l'offre remise initialement après négociation ou mise au point avec l'acheteur et l'offre signée, le marché sera attribué à l'offre classée en 2^{ème} (sous réserve qu'elle fournisse à son tour les documents demandés).

Dans le cas où un candidat fournirait dans sa candidature ou son offre des éléments relatifs à ses conditions générales de vente, la CCINSN ne les prendrait pas en compte.



La signature électronique des documents n'est plus requise lors du dépôt de votre offre. Elle ne sera demandée qu'à le ou les attributaires des lots du présent marché.

ARTICLE 5 DELAI DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La candidature et l'offre devront parvenir à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

au plus tard le 26 janvier 2021 - 12 Heures

Les dossiers déposés après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

ARTICLE 6 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Sélection des candidatures

Seront éliminés :

- Les dossiers reçus après la date et l'heure limites de dépôt figurant au présent règlement ;
- Les candidatures incomplètes et ne présentant pas les documents énoncés au présent règlement Toutefois et conformément à l'article R-2144.2 du CCP, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieur à dix jours.
- Les candidatures qui ne sont pas recevables ;
- Les candidats dont les garanties professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes au regard des critères suivants :
 - Garanties financières
 - Moyens humains et techniques
 - Capacités professionnelles (seront notamment présentées les références sur des projets de nature similaire

6.2 Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

Les offres seront jugées en tenant compte des critères suivants, classés par ordre de priorité décroissante et pondérée :

- Qualité des références des prestations architecturales, notamment en réhabilitation tertiaire en milieu occupé et extensions : 40 %
- Qualité de la valeur technique : 35 %
 - Capacité de réactivité - Planning type de production
 - Capacité de dialogue avec les occupants – Méthodologie
 - Qualité des informations dans le mémoire technique

- Qualité des membres constituant l'équipe : 20 %
- Grille RSE : 5 %

Méthode de notation pour l'analyse comparative des offres :

- Pour les critères « Qualité » :

Une note de 0 à 5 sera attribuée au regard de l'échelle de notation suivante : 0 = aucune information ou hors sujet ; 1 = très inadaptée ; 2 = inadaptée ; 3 = moyenne / standard ; 4 = très adaptée ; 5 = optimale / au-delà du besoin. Des ½ points pourront être accordés.

- Pour le critère « Grille RSE » : Moyenne des notes de l'ensemble des critères du cadre de réponse RSE.

Une note de 0 à 5 sera attribuée au regard de l'échelle de notation suivante : 0 = aucune information ou hors sujet ; 1 = très inadaptée ; 2 = inadaptée ; 3 = moyenne / standard ; 4 = très adaptée ; 5 = optimale / au-delà du besoin. Des ½ points pourront être accordés.

Une fois les notes renseignées, la CCINSN multipliera ces notes par les pondérations associées à chaque critère. Puis, la CCINSN fera la somme pour chaque candidat et c'est le candidat qui aura la plus grande somme qui sera le titulaire du présent marché. Au cas où deux candidats obtiendraient la même note finale, celle ayant présenté l'offre de prix la plus basse sera retenue.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier avant l'attribution ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme offre irrégulière.

ARTICLE 7 REMISE DE PLUSIEURS OFFRES PAR UN MÊME CANDIDAT

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par voie électronique dans le délai fixé pour la remise des offres.

ARTICLE 8 ORGANISATION DES MARCHES SUBSEQUENTS DE L'ACCORD CADRE

8.1 Périodicité des marchés subséquents de l'accord cadre

La remise en concurrence des prestataires référencés s'effectuera à chaque expression de besoin de la CCINSN et entités partenaires suivant les conditions de l'article 2.1 du règlement de la consultation.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'ils seront sollicités pour les marchés subséquents.

8.2 Organisation des marchés subséquents de l'accord cadre

A chaque expression de besoin, les entités mettront en concurrence les prestataires référencés de la manière suivante :

- Envoi d'un courriel au correspondant des prestataires référencés en leur indiquant qu'une mise en concurrence est organisée pour satisfaire un besoin des entités. Dans ce courriel, il sera joint un cahier des charges du besoin exprimé un plan d'état des lieux fournis par la CCINSN ou les entités (hors lots techniques),
- Une visite sur site pourra être rendu obligatoire, suivant la nature des prestations et travaux à réaliser, entre la date d'envoi du cahier des charges et la date de réception du devis,
- A réception du courriel, les titulaires référencés enverront a minima une première esquisse simplifiée, avec un visuel 3D, et une estimation financière des travaux. A réception de la première esquisse, un échange pourra être établi entre les entités et les titulaires pour établir une nouvelle esquisse définitive, et ce sans surcoût. Des variantes pourront être présentées. Celles-ci reprendront les prix du marché.
- A réception des offres finales des titulaires, les offres seront jugées en tenant compte des 2 critères suivants :
 - Qualité architecturale proposée, en adéquation avec le besoin et en respectant le programme fonctionnel
 - Respect du budget

(NB : en cas d'écart de 3% entre le budget des entités et le budget proposé après esquisse définitive, les entités ne rémunéreront pas les titulaires hors budget).

- Une fois que la CCINSN et/ou les entités ont choisi l'offre, la CCINSN et/ou les entités enverront une commande au candidat retenu lors de ce marché subséquent.

Les titulaires référencés ont l'obligation de répondre aux expressions de besoin du marché. Si le taux d'envoi d'une offre d'un titulaire est inférieur à 75 % de l'ensemble des sollicitations ou 3 absences de réponse consécutives, la CCINSN se réserve le droit de résilier le marché à ce titulaire.

8.3 Paiement d'une prime

Des primes seront attribuées.

Une prime sera allouée aux 2 candidats ayant remis un dossier conforme et qui ne seront pas retenus dans le cadre d'un marché subséquent.

Le montant de la prime est indiqué dans l'annexe 1 au DU « barème de rémunération ».

Les candidats sont informés que les propositions remises dans le cadre du présent marché qui ne respecteraient pas les conditions de recevabilité fixées dans le présent marché seront éliminées et aucune indemnité ne leur sera versée.

Pourra notamment être considéré non recevable tout projet qui ne respecterait pas les exigences du programme de l'opération.

Le paiement de la prime versée à chaque candidat admis à concourir à un marché subséquent ayant remis un dossier conforme au marché sera effectué sur présentation d'une facture.

Il est par ailleurs précisé que la rémunération du titulaire d'un marché subséquent prend en compte la prime reçue par le candidat attributaire pour sa participation au marché.

ARTICLE 9 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

La CCINSN se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la présente consultation ou de ne pas retenir la totalité des prestations. Il ne sera versé aucune indemnité aux candidats ayant remis une offre.

ARTICLE 10 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent contrat est régi par le Droit français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de différend concernant son interprétation ou son exécution, les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour parvenir à un règlement amiable.

Si toutefois elles ne peuvent parvenir à un accord, dans un délai d'un mois à compter de la notification écrite du différend par l'une ou l'autre des parties, le différend sera soumis au Tribunal Administratif de Nantes seul compétent pour connaître du litige.

Procédures de recours :

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif
6 allée Ile Gloriette BP 24111
44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : 02.55.10.10.02
Télécopie : 02.55.10.10.03
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Introduction des recours :

- ✓ Référé pré contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.1 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Référé contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.13 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Recours de plein contentieux ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif
6 allée Ile Gloriette BP 24111
44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : 02.55.10.10.02
Télécopie : 02.55.10.10.03
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr